

L'an deux mil vingt-deux, le dix-neuf septembre, les membres du Conseil Municipal de la Commune de SAINT-AUBIN, se sont réunis à vingt heures et trente minutes, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire conformément à l'article L2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation du conseil municipal : 13 septembre 2022

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 19

Nombre de conseillers municipaux présents : 18

Etaient présents : ROY Jean-Yves, BACHUT Clotilde,
VERNEZ Maryline, CHEVRIAUT Valérie, MICHAUD Véronique,
PERNOUX Annie, MAIRET François, DEWALLY Dominique, BOGNON Jacky,
CATALANO Thierry, BOUGAUD Annelyse, CHANIET David, DUC-SALVATORI Maud,
BLAYON Dominique, PERROT Laurent, POUTHIER Frédéric,
VADANS-WINCKLER Virginie, JEUNET Philippe.

Absent(e)(s) excusé(e)(s) : DAUBIGNEY François

Procuration(s) : DAUBIGNEY François à ROY Jean-Yves

Ordre du jour :

1. Budget principal : Décision modificative N°1 ;
2. Jura Stad'Football Club : Achat peinture ;
3. Remboursement au maire : Acquisition tableau blanc ;
4. Travaux busage fossé : rue de l'Orme ;
5. Bulletin municipal 2022 : Choix du prestataire et tarifs des encarts ;
6. Bois façonnés 2022-2023 : Choix de l'entreprise et prix de vente ;
7. Affouage hiver 2022-2023 : Prix de vente ;
8. Personnel Communal : Augmentation du temps de travail ;
9. Convention Accompagnatrice bus scolaire année 2022-2023 ;
10. Acquisition terrain par GRTgaz ;
11. Convention partenariat - Cinéma Ecran Mobile ;
12. SISPAH : Adhésion de 2 nouvelles communes ;
13. SISPAH : Service portage des repas : Délégation de la livraison ;
14. Service portage des repas : Convention pour la fabrication des repas ;
15. Service portage des repas : Tarif du repas ;
16. Acquisition d'une mare ;
17. SAJE : Remboursement facture ;
18. Entretien cabinet de l'orthophoniste ;
19. ONF : Devis pour travaux forestiers supplémentaires pour 2022 ;
20. Questions diverses.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 20 h 30.

Secrétaire de séance : Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à la nomination du secrétaire de séance. Madame DUC-SALVATORI Maud est désignée en qualité de secrétaire par le conseil municipal et accepte cette fonction. Elle sera assistée d'une auxiliaire, non membre du conseil municipal, qui assiste à la séance mais ne participe pas aux délibérations.

Le maire donne lecture des procurations.

Approbation du procès-verbal du 27 juin 2022 : Monsieur le Maire souhaite apporter deux corrections au procès-verbal de la séance du 27 juin 2022, indiquant que malgré la relecture de celui-ci, deux erreurs ont subsistées, à savoir la date de la réunion du conseil et la date de la convocation. Ainsi, il convient de modifier le 1^{er} paragraphe du procès-verbal établi à la suite de la séance de la manière suivante : « *L'an deux mil vingt-deux, le **vingt-sept juin** à vingt heures et trente minutes, le conseil municipal de cette commune, légalement convoqué le **vingt-deux juin** deux mil vingt-deux, s'est réuni à la mairie sous la Présidence de Monsieur ROY Jean-Yves, Maire.* ».

D'autre part, Madame MICHAUD Véronique, conseillère municipale, a attiré l'attention de Monsieur le Maire sur le fait que dans le procès-verbal du 27 juin 2022, l'Association SAINT-AUBIN MEMOIRE a été notée dans la liste des associations extérieures de SAINT-AUBIN alors qu'il s'agit d'une association saint-aubinoise. Monsieur le Maire l'informe que cette association étant nouvelle et n'ayant pas encore la possibilité de fournir un bilan d'activité elle a été notée association extérieure pour percevoir la subvention de 50.00 €. Il en sera différemment l'année prochaine.

Hormis ces deux remarques, Monsieur le Maire demande si d'autres observations doivent être faites. Laurent PERROT, conseiller municipal indique que la délibération N°COM-42-27-06-22, concernant l'installation d'un conseiller municipal, et sans remettre en cause l'installation de Monsieur Philippe JEUNET et la nomination de Valérie CHEVRIAUT comme 4^{ème} adjoint, la suppression du poste de 5^{ème} adjoint n'a pas été votée. Monsieur le Maire s'était engagé à ce que ce point soit à l'ordre du jour du conseil suivant, Monsieur PERROT constate aujourd'hui que ce n'est pas le cas. Monsieur le Maire lui répond que les services de la commune ont pris contact dès le lendemain du conseil, à savoir le 28 juin 2022, et que ceux-ci ont confirmés que la rédaction de la délibération N°COM-42-27-06-22 était correcte. Laurent PERROT fait également remarquer que dans le procès-verbal du 27 juin 2022, la liste des présents est erronée puisque Monsieur François MAIRET est noté présent alors qu'il était absent et qu'il n'avait pas donné procuration. Il ajoute que toutes les délibérations du 27 juin 2022 indique la présence de Monsieur MAIRET et qu'elles ont été votées à l'unanimité ce qui n'est pas possible du fait de l'absence de Monsieur MAIRET. En conséquence, il lui semble que toutes les délibérations prises le 27 juin 2022 sont invalides. Au regard de ces dernières remarques, le procès-verbal de la réunion du 27 juin 2022 n'est pas approuvé.

Avant l'ouverture des débats, Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée que, conformément à la réforme des règles de publicité des actes pris par les collectivités territoriales, le compte-rendu de séance est supprimé, seule une liste des délibérations examinées en séance sera affichée et un exemplaire du procès-verbal sera tenu à disposition du public en mairie et mis en ligne sur le site internet après sa validation par le conseil municipal lors de la séance suivante.

Concernant le procès-verbal, le Code Général des Collectivités Territoriales détermine avec précision le contenu du procès-verbal. Ainsi, celui mentionnera : la date et l'heure de séance, les noms des membres de l'assemblée présents ou représentés et du secrétaire de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutins particuliers, le résultat des scrutins, précisant pour les scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, la teneur des discussions au cours de la séance, qui s'entend comme le résumé des opinions exprimées sur chaque point porté à l'ordre du jour. La mention de l'ensemble des échanges n'est pas juridiquement imposée. L'objectif est d'informer les citoyens sur les principales informations, interventions, idées et opinions évoquées au cours de la séance et dont la retranscription permet, le cas échéant, d'éclairer la décision prise par l'assemblée délibérante. Après sa validation par les membres du conseil municipal, le procès-verbal sera désormais signé par le Maire et le secrétaire de séance.

COM-64-19-09-22 : Budget principal : Décision modificative n°1 :

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal qu'à la demande des services de la Trésorerie du Grand Dole, il convient de prendre une décision modificative pour le budget principal pour les raisons suivantes : Erreur d'imputation comptable dans le budget - section investissement - Recettes : La somme de 24 451.59 €, concernant l'amortissement de subvention, a été imputée à l'article 28041511-040. Cette somme aurait dû être répartie entre l'article 28041512-040 pour un montant de 23 104.00 €, et l'article 28041582-040 pour un montant de 1 347.59 € (soit un total de 24 451.59 €). Il précise que ce sont des opérations d'ordre qui n'ont aucune incidence sur la trésorerie. D'autre part, section fonctionnement - Dépenses : dans le cadre de la convention Grand Dole/Commune de SAINT-AUBIN pour les prestations péri/extrascolaire, et notamment les frais de personnel, lors du versement de 2021, la commune a trop perçu. Il convient de rembourser la Communauté d'Agglomération du Grand Dole pour un montant de 734.10 €. Ce remboursement doit se faire par l'établissement

d'un mandat à l'article 673 dont les crédits s'élèvent à ce jour à 500.00 € et qui sont donc insuffisants. En conséquence, il propose de prendre la décision modificative suivante :

Section investissement - Recettes :

Article 28041511-040 : Diminution crédits de 24 451.59 €

Article 28041512-040 : Augmentation crédits de 23 104.00 €

Article 28041582-040 : Augmentation crédits de 1 347.59 €

Section fonctionnement - Dépenses :

Article 61521-011 : Diminution crédits de 250.00 €

Article 673-67 : Augmentation crédits de 250.00 €

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, les membres du conseil municipal approuvent, à l'unanimité, la décision modificative n° 1 sur le budget principal.

COM-65-19-09-22 : Jura Stad'Football Club : Achat peinture :

Monsieur le Maire laisse la parole à Maryline VERNEZ qui porte à la connaissance des membres du conseil municipal la demande de JURA STAD'FOOTBALL CLUB pour l'achat de 88 pots de peinture pour le traçage du terrain de football par la commune pour un montant de 936.32 € TTC. Le club s'engage à rembourser le montant HT, soit la somme de 780.27 €. Ceci entendu, les membres du conseil municipal acceptent, à l'unanimité, la demande de JURA STAD'FOOTBALL CLUB.

COM-66-19-09-22 : Remboursement au Maire : Acquisition d'un tableau blanc :

Monsieur le Maire étant concerné par ce point de l'ordre du jour quitte la séance en laissant la parole à Madame CHEVRIAUT Valérie, adjointe au maire en charge des finances. Ainsi, Madame CHEVRIAUT rappelle aux membres du conseil municipal que par délibération (COM-51-27-06-22) prise le 27 juin 2022, ils ont validés l'acquisition d'un tableau blanc pour l'école élémentaire publique Anne Raffy pour la somme de 181.99 € TTC auprès de la société TABLEAUBLANC 24. Il semble que cette société n'accepte plus les règlements administratifs. Monsieur le Maire a donc régler la facture incombant à la commune avec sa carte bleue. Il convient de le rembourser de cette somme. Ceci exposé, les membres du conseil municipal acceptent, à l'unanimité, de rembourser la somme de 181.99 € à Monsieur le Maire.

Retour de Monsieur le Maire.

COM-67-19-09-22 : Travaux busage fossé : rue de l'Orme :

Monsieur le Maire s'assure que chaque conseiller municipal a bien reçu les documents relatifs à ce point de l'ordre du jour. Ainsi, il fait part de la demande de la demande de Monsieur Quentin BOUGAUD qui souhaite réaliser une entrée en renforcement sur sa propriété pour faire un large entonnoir afin d'éviter de tourner sur la route mais plutôt sur sa propriété. Cette demande est justifiée par le fait que le passage était adapté pour du matériel dans les années 60 mais qu'il ne l'est plus tellement pour du matériel agricole plus récent. A ce titre, Monsieur le Maire projette les photos du projet. Cette réalisation se concrétisera par la réalisation d'un busage de fossé, la fourniture et la pose d'un regard en béton et d'un tampon en fonte. Ce projet fait l'objet d'une demande de recours gracieux de la part de Monsieur et Madame BOURGEOIS Jean-Pierre qui les laisse dans l'incompréhension et inquiets, notamment en raison des conséquences sur l'environnement, de la communication difficile, de la dévaluation de leur maison et des risques psychosociaux engendrés, notamment via le bruit. La rue est au-dessus du terrain : pour la sortie des véhicules il y aura une montée qui engendrera une accélération et une augmentation du bruit. De plus, il convient de prendre en compte l'hypothèse suivante : lors des périodes de pluie, le fossé est rempli à ras bord, le busage de ce fossé supprimera sa fonction réservoir et assainissement, entrainera un ruissellement de la route, avec une probabilité de risque d'inondation. Dans le cas où ce nouveau passage soit réalisé en groisse, cela générera de la poussière supplémentaire. Si cela est goudronné (béton, busage ...), il y aura un risque écologique. Il a été demandé à Monsieur BOUGAUD si cette ouverture pouvait être réalisée à gauche de leur propriété mais il apparaît que cela ne soit pas possible. Laurent PERROT, conseiller municipal, interroge Monsieur BOUGAUD, présent à la séance sur la fréquence des camions. Il lui ait répondu

qu'il n'y a pas de camions circulant l'été. Ils circulent principalement l'hiver et on compte une trentaine de camions par an. Monsieur le Maire présente les devis de l'entreprise GEOFF SERVICE, d'un montant de 3 077.32 € HT soit 3 692.78 € TTC, et de l'entreprise BOICHUT ROMAIN, d'un montant de 4 158.00 € TTC. Il rappelle que conformément au règlement de voirie, la commune règle la facture et reçoit le remboursement de la part des bénéficiaires du busage. Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal de se prononcer sur ce projet en l'autorisant ou pas et de choisir l'entreprise qui sera chargée d'exécuter les travaux. Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, les membres du conseil municipal autorisent, à l'unanimité, la réalisation du projet tel que présenté et retiennent le devis de l'entreprise BOICHUT ROMAIN. Un courrier informant la suite donnée à leur demande de recours gracieux sera adressé à Monsieur et Madame BOURGEOIS.

COM-68-19-09-22 : Bulletin municipal 2022 : Choix du prestataire et tarifs des encarts :

Monsieur le Maire présente aux membres de l'assemblée délibérante les devis reçus pour la réalisation du bulletin municipal 2022 (900 exemplaires, format 21x29.7, impression quadri recto/verso), à savoir : Devis de la Société DAVID GRAPHIC, d'un montant de 1 896.00 € HT soit 2 275.20 €, ne concernant que l'impression du bulletin ; Devis de la Société GREENBOX, d'un montant 2 650.00 € HT soit 3 180.00 € TTC pour l'aide à la conception et l'impression du bulletin ; Devis d'Anne TIRTON d'un montant de 1 600.00 € HT soit 1 920.00 € TTC pour la conception du bulletin, Devis d'ABM GRAPHIC d'un montant de 1 607.00 € HT soit 1 767.70 € TTC pour l'impression et d'une proposition à 1 816.00 € pour une impression sur papier recyclé. D'autre part, Monsieur le Maire propose de maintenir les tarifs des encarts publicitaires, à savoir : 93.60 € TTC l'encart 1/16ème de page, 150.00 € TTC l'encart 1/8ème de page, 230.40 € TTC l'encart ¼ de page. Annelise BOUGAUD, conseillère municipale, connaît la Société GREENBOX et souligne que celle-ci est une start-up très réactive. Laurent PERROT, conseiller municipal, demande si les dépenses liées au bulletin municipal sont financées. Monsieur le Maire et Valérie CHEVRIAUT, adjointe au maire en charge des finances, lui répondent affirmativement. Laurent PERROT souligne que l'impression sur papier recyclé est plus chère. Valérie CHEVRIAUT répond que oui. Le papier recyclé est plus rugueux et donne l'aspect d'un papier ancien. Monsieur le Maire propose que, si les finances le permettent, ce soit l'impression sur papier recyclé qui soit retenu. Ceci entendu, les membres du conseil municipal retiennent, à l'unanimité, les devis d'Anne TIRTON pour la conception et d'ABM GRAPHIC pour l'impression (papier classique ou recyclé) et maintiennent les tarifs des encarts tels que proposés. Valérie CHEVRIAUT invite les membres du conseil municipal à lui faire part des articles qu'ils souhaitent voir dans le bulletin municipal de 2022.

Bois façonnés 2022-2023 : Choix de l'entreprise et prix de vente :

N'ayant pas reçu de proposition commerciale, ce point sera examiné ultérieurement.

COM-69-19-09-22 : Affouage hiver 2022-2023 : Prix de vente :

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que le prix de vente pour l'année 2021-2022 était fixé à 6€/stère et que la vente aux personnes extérieures à la commune de SAINT-AUBIN était autorisée. Il leur propose de maintenir ces dispositions pour l'hiver 2022-2023. Laurent PERROT, conseiller municipal, souligne qu'au regard de la situation économique, notamment l'augmentation des prix de l'énergie, il est susceptible d'avoir une ruée vers le chauffage au bois. Il serait peut-être judicieux de réserver l'affouage aux seuls habitants de SAINT-AUBIN. Monsieur le Maire reconnaît que cette situation peut arriver et propose que dans un premier temps la vente soit réservée aux saint-aubinois et de l'accorder aux personnes extérieures le cas échéant. Les membres du conseil municipal approuvent, à l'unanimité la proposition de Monsieur le Maire et fixent le prix de 6€/stère et limitent, dans un premier temps, la vente aux seules personnes de la commune.

COM-70-19-09-22 : Personnel communal : Augmentation du temps de travail :

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée délibérante que, conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services. Un agent administratif est à temps non complet (29/35^{ème}). En

raison de nouvelles tâches confiées à cet agent depuis le 1^{er} juillet 2022, cet agent effectue depuis cette date 35h hebdomadaire pour le bon fonctionnement du service. De plus, certains postes ont été maintenus mais sont devenus vacants. Ainsi, Monsieur le Maire propose de modifier, à compter du 1^{er} juillet 2022, les effectifs comme suit :

Filière administrative :

Suppression de poste : 1 poste de rédacteur à 29/35^{ème} créé le 20 janvier 2021

Création de poste : 1 poste de rédacteur à 35/35^{ème} à compter du 1^{er} juillet 2022

Suppression de poste : 1 poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe 35/35^{ème}. L'agent occupant ce poste a été promu au grade d'attaché.

Filière technique :

Suppression de poste : 1 poste d'adjoint technique 31/35^{ème} (agent de restauration scolaire). A ce jour, cette fonction est assurée par un personnel du Grand Dole.

Suppression de poste : 1 poste d'agent de maîtrise 31/35^{ème} (agent d'entretien). L'agent occupant ce poste est parti en retraite.

Entendu les propositions du maire, les membres du conseil municipal décident, à l'unanimité, la modification du tableau des emplois permanents et des effectifs tel qu'exposé. Ainsi à compter du 1^{er} juillet 2022, le tableau des emplois permanent et des effectifs se présentera comme suit : voir annexe jointe.

COM-71-19-09-22 : Convention Accompagnatrice bus année scolaire 2022-2023 :

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal de renouveler la convention de l'accompagnatrice de bus pour l'année scolaire 2022-2023. Les frais seront divisés entre les 3 communes AUMUR, PESEUX et SAINT-AUBIN. Pour information, le coût total pour l'année scolaire 2021-2022 s'est élevé à 7 154.37 € soit 2 384.79 € par commune. Les membres du conseil municipal acceptent, à l'unanimité, la proposition du maire.

COM-72-19-09-22 : Acquisition terrain par GRTgaz :

Monsieur le Maire s'assure que chaque élu a reçu les documents relatifs à ce point de l'ordre du jour. Ainsi, il soumet à leur approbation la vente d'une partie de la parcelle ZL 57 pour une superficie de 672 m² au prix de 0.36 €/m² à GRTgaz, soit la somme de 241.92 € et leur demande l'autorisation de signer la promesse de vente ainsi que l'acte de vente. Il conviendra également de statuer sur le choix du notaire celui de la commune ou de GRTgaz. Entendu la proposition du maire, et à l'unanimité, les membres du conseil municipal approuvent la vente d'une partie de la parcelle citée ci-dessus et autorisent le maire à signer la promesse de vente et l'acte de vente, choisissent le notaire de la commune, Maître Marc BARTHEN.

COM-73-19-09-22 : Convention partenariat - Cinéma Ecran Mobile :

Monsieur le Maire donne la parole à Clotilde BACHUT, adjointe au maire en charges des affaires culturelles, qui décrit le projet. Le lieu de diffusion retenu est la salle du Foyer Rural. Il y aura une séance par mois le mardi. Une liste de films sera proposée par le prestataire Ecran Mobile à l'ensemble des communes ayant adhéré à ce service. Chaque commune formule 2 choix de films. Les films ayant reçu le plus de suffrages seront projetés. Elle précise que les films proposés sont des films récents puisqu'ils seront sortis au plus tard 5 semaines avant la projection. Virginie VADANS-WINCKLER, conseillère municipale, demande si la date de projection tombera en même temps que celle de la commune de LOSNE et le tarif de chaque séance. Le maire répond que non et que tout sera fait pour éviter que cela arrive. Clotilde BACHUT précise que le prix est de 5€ par séance avec un tarif réduit à 4.50 € sous certaines conditions et que ces recettes seront directement perçues par la Ligue de l'Enseignement Bourgogne Franche-Comté. Il n'y aura aucune rentrée financière pour la commune. Monsieur le Maire ajoute que le coût de ce projet s'élève à 1 500.00 € pour la commune. Monsieur le Maire sollicite de la part des membres du conseil municipal l'autorisation de signer la convention de partenariat entre La ligue de l'Enseignement Bourgogne Franche-Comté et la commune de SAINT-AUBIN pour la saison culturelle 2022-2023, soit de septembre 2022 à juin 2023. L'exposé de Monsieur le Maire et de Clotilde BACHUT entendu, les membres du conseil municipal valident, à l'unanimité, la convention

et autorisent Monsieur le Maire à la signer. Clotilde BACHUT souhaiterait constituer une petite équipe de bénévoles pour la mise en place de la salle avant chaque projection.

COM-74-19-09-22 : SISPAH : Adhésion de 2 nouvelles communes :

Monsieur le Maire fait part aux membres du conseil municipal du souhait des communes d'AUMUR et de PESEUX d'adhérer au SISPAH de TAVAUX. Les membres du comité syndical sont favorables à l'unanimité à l'adhésion de ces 2 communes. Chaque conseil municipal des communes membres du SISPAH, dont la commune de SAINT-AUBIN, doit se prononcer sur cette admission dans les conditions de majorité qualifiée. Ainsi, le conseil municipal doit se prononcer sur cette admission. Monsieur le Maire entendu, les membres du conseil municipal de la commune de SAINT-AUBIN sont, à l'unanimité, favorable à l'adhésion des communes d'AUMUR et de PESEUX au SISPAH de TAVAUX.

COM-75-19-09-22 : SISPAH : Portage des repas : Délégation de la livraison :

Monsieur le Maire informe les membres de l'assemblée que la convention signée entre la commune de SAINT-AUBIN et le Restaurant CHEZ JUP'S, pour la fabrication et la livraison des repas à domicile, a été dénoncée par ce dernier. Il propose de déléguer la livraison des repas aux personnes âgées et/ou handicapées au SISPAH de TAVAUX pour la somme de 1.94 € par repas livré. Entendu la proposition de Monsieur le Maire, les membres du conseil municipal délèguent, à l'unanimité, la livraison des repas aux personnes âgées et/ou handicapées au SISPAH de TAVAUX.

COM-76-19-09-22 : Service portage des repas : Convention pour la fabrication des repas :

En continuité du point précédent, et après s'être assuré que chaque élu a reçu le projet de convention entre la commune de SAINT-AUBIN et le groupement de traiteurs pour la fabrication des repas pour les personnes âgées et/ou handicapées, Monsieur le Maire le soumet à leur approbation et sollicite l'autorisation de signer cette convention. Le prix arrêté pour la fourniture d'un repas livré en liaison froide est de 7.50 € et sera directement réglé aux prestataires sur présentation d'une facture. La commune se chargera d'inscrire les personnes souhaitant bénéficier de ce service et transmettra ces demandes au SISPAH de TAVAUX. Ceci exposé, et à l'unanimité, les membres du conseil municipal valident la convention présentée et autorisent Monsieur le Maire à la signer.

COM-77-19-09-22 : Service portage des repas : Tarif du repas :

Toujours dans la continuité des 2 points précédents, il convient de fixer le tarif du repas qui sera facturé aux personnes inscrites à ce service. Monsieur le Maire propose que celui-ci soit fixé à 9.44 €, soit le prix couvrant d'un repas entre sa fabrication 7.50 € et sa livraison 1.94 €. Laurent PERROT, conseiller municipal, demande si le SISPAH va participer aux livraisons actuelles pour voir comment cela se passe. Monsieur le Maire répond que oui. Une réunion est prévue avec le SISPAH, l'agent administratif de la commune chargée de prendre les commandes et l'agent en charge de la livraison. A l'unanimité, les membres du conseil municipal fixent le prix du repas à 9.44 €.

COM-78-19-09-22 : Acquisition d'une mare :

Dans le cadre de la biodiversité et notamment de la protection des espèces, Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal que la commune entretient déjà deux mares. Il explique que dans le cadre d'une succession, la parcelle ZE 18 a été acquise par un particulier. Sur cette parcelle se trouve une mare qui accueille la rainette verte, grenouille arboricole. L'entretien d'une telle mare favorable à la conservation de cette espèce se révèle très compliquée pour un particulier. A ce titre, il propose aux membres du conseil municipal de faire l'acquisition d'une partie de la parcelle ZE 218 pour une superficie d'environ 3 000 m² au prix de 0.50 €/m². La sauvegarde de la rainette verte entre dans une démarche en partenariat avec la Fédération de Chasse du Jura. Il précise que cela entraîne de nombreuses contraintes administratives pour la commune. Laurent PERROT, conseiller municipal, ajoute à titre d'exemple qu'aucun arbre ne peut être coupé. François MAIRET, conseiller municipal, signale que certains arbres menacent déjà de tomber. Monsieur le Maire ajoute qu'un contact a été pris avec les services du Grand Dole pour gérer au mieux l'entretien de cette mare. Il propose également que la commune de SAINT-AUBIN prenne également à sa charge les éventuels frais de géomètre et les frais de notaire. Monsieur le Maire entendu, les membres du

conseil municipal approuvent, à l'unanimité, l'acquisition d'une partie de la parcelle ZE 218 aux conditions présentées et autorisent Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier. Un courrier sera adressé au propriétaire pour lui faire part de cette proposition.

COM-79-19-09-22 : SAJE : Remboursement facture :

Monsieur le Maire propose aux membres de l'assemblée délibérante de rembourser à l'association SAINT-AUBIN JURA EUROPE la facture de l'apéritif offert lors du rassemblement des Saint-Aubin d'un montant de 1 071.50 €. La proposition entendue, et à l'unanimité, les membres du conseil municipal acceptent le remboursement de la facture indiquée ci-dessus.

COM-80-19-09-22 : Entretien du Cabinet de l'orthophoniste :

Monsieur le Maire expose aux élus que l'orthophoniste est installée depuis le 29 août 2022 et qu'elle a débuté ses consultations au 1^{er} étage de la mairie en attendant d'intégrer la Maison Médicale. En accord avec elle, l'entretien de son cabinet sera assuré par un personnel communal 1h par semaine, le mercredi. Il convient de fixer le prix de cette prestation et propose que celui-ci soit de 15.94 € par heure (taux chargé = brut + charges/heure). L'exposé entendu, les membres du conseil valident, à l'unanimité le taux horaire proposé par Monsieur le Maire.

COM-81-19-09-22 : ONF : Devis pour travaux forestiers supplémentaires 2022 :

Monsieur le Maire présente le devis de l'ONF, correspondant à des travaux forestiers supplémentaires, d'un montant de 4 333.81 € HT soit 4 767.18 € TTC. Ces travaux seront réalisés dans les parcelles 2aj, 18a et 18r. Monsieur le Maire en donne le détail. Les membres du conseil municipal valident, à l'unanimité, le devis présenté.

Questions diverses :

Désignation d'un référent PLUi : dans le cadre de la révision allégée du PLUi, les modalités de cette révision prévoient la désignation d'un ou deux référents PLUi par commune. Monsieur le Maire se propose comme référent. Les membres du conseil municipal le désignent comme référent de la commune de SAINT-AUBIN.

Projet éolien : Dans le cadre d'un éventuel projet éolien sur la commune de SAINT-AUBIN, la demande de servitude formulée par la société Opale Energies Naturelles auprès de l'armée, cette dernière a rendu un avis négatif. En conséquence, et sauf réévaluation des critères par le ministère des armées, la zone de projet sur la commune de SAINT-AUBIN n'est donc plus éligible à un projet éolien.

Route du Recépage : La subvention sollicitée au titre du FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural) a été acceptée. Elle s'élèvera à 113 309.60 €. La SJE sera recontactée pour prévoir les travaux. Il ajoute que la route du Recépage restera fermée.

Inauguration du City-Stade :

L'inauguration du City-Stade aura lieu samedi 24 septembre 2022 à 11h. Il sera nommé City-Stade François VADANT avec l'accord de son épouse, Claudette VADANT, et de ses enfants.

Repas des aînés : samedi 8 octobre 2022 à 12h au Foyer Rural. Clotilde BACHUT précise qu'à ce jour 126 personnes sont inscrites au repas et 91 ont choisi le colis. Dix personnes actuellement en maison de retraite bénéficieront d'un colis. Elle ajoute qu'il y aura 10 personnes à aller chercher le jour du repas.

Monsieur le Maire demande s'il y a d'autres questions.

Laurent PERROT, conseiller municipal, fait remarquer à l'assemblée que dimanche 18 septembre, dans le cadre des randonnées du Grand Dole, il a été dans l'obligation de prévenir les chasseurs que la commune de SAINT-AUBIN serait traversée par des promeneurs. Il regrette de ne pas avoir été prévenu en amont par les services de la mairie et trouve que la communication a été mal faite. Monsieur le Maire lui répond que ce sont les services du Grand Dole qui auraient dû faire circuler l'information. Laurent PERROT rétorque qu'il a appelé le Grand Dole qui l'a informé qu'une communication a été faite auprès de la mairie en juillet. Monsieur le Maire répond qu'au mois de juillet, la commune a été

interrogée sur le principe d'être ville départ de la randonnée, sans qu'aucune date ne soit fixée. Aucune autre information n'a été reçue après.

Laurent PERROT demande si la commune est informée que le camion à pizza à changer de propriétaire. Monsieur le Maire répond affirmativement. L'affaire s'est réglée entre l'ancien et le nouveau propriétaire qui en ont informés les services de la commune. Un nouveau bail a été établi et une redevance d'occupation du domaine public est perçue.

Laurent PERROT demande s'il serait possible de libérer une place de parking devant « l'Adoré ». Monsieur le Maire répond qu'il a échangé avec le propriétaire et qu'il l'a informé qu'une telle chose n'est pas possible en période scolaire. Il ajoute qu'une réflexion sur le stationnement doit être faite.

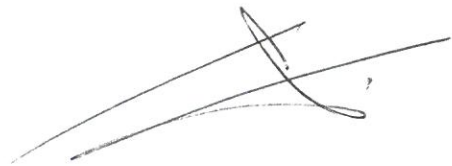
Maryline VERNEZ, adjointe au maire en charge de la vie associative, informe les membres du conseil municipal qu'elle a relancé le Marché de Noël en espérant pouvoir le faire dans les mêmes conditions d'avant la crise sanitaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h41.

Le Maire,
Jean-Yves ROY



La Secrétaire de Séance,
Maud DUC-SALVATORI



Procès-Verbal approuvé et signé lors
de la séance du 17 octobre 2022

